



NEWSLETTER Janvier 2026

Droit des Assurances - Compliance assurance et transport

DROIT DES ASSURANCES - JURISPRUDENCE

- **Prescription.** Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, la prescription biennale ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier. Il est jugé que toute action en référé est une action en justice au sens de l'article L. 114-1, alinéa 3, du code des assurances. (**Cass. Civ.3 11 décembre 2025 n°23-23.481**)
- **Sous-traitance et délégation de paiement.** La délégation de paiement exigée par l'article 14 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975, à défaut de cautionnement, étant limitée au montant des prestations exécutées par le sous-traitant, le délégué peut s'opposer au paiement des prestations qui n'ont pas été exécutées et dont le prix ne serait pas exigible. L'exigibilité de la créance du sous-traitant conditionne le paiement de ce créancier et, donc, l'exécution de la délégation de paiement, de sorte que l'absence d'exécution des prestations sous-traitées ne constitue pas une exception que le délégué ne pourrait opposer au délégataire. Par ailleurs, le sous-traitant engageant, indépendamment de la délégation de paiement, sa responsabilité délictuelle à l'égard du maître de l'ouvrage à raison des malfaçons qui affectent les prestations sous-traitées, ce dernier peut opposer aux demandes du sous-traitant, par compensation, la créance qu'il tient de la mauvaise exécution des travaux sous-traités. Cette exception ne relève pas de l'interdiction prévue à l'article 1336 du code civil puisqu'elle est tirée des rapports entre délégué et délégataire. (**Cass. Civ.3 27 novembre 2025 n°23-23.762**)
- **Corporel.** Le secret médical ne peut faire obstacle à ce qu'une société d'assurance, partie à la procédure, soit représentée par l'un de ses préposés lors des opérations d'expertise, autres que l'examen clinique de la victime. Ce choix du représentant de la personne morale n'est pas subordonné à l'accord de la victime. (**Cass. Civ. 26 novembre 2025 n°23-20.409**)
- **Expertise.** L'assureur non partie à une action en référé mais qui a eu la possibilité de discuter les résultats d'une expertise, ne peut, sauf cas de fraude à son encontre, soutenir qu'elle lui est inopposable. (**C.A. Versailles 6 novembre 2025 n°24-23/07778**)
- **Prescription.** Il résulte de l'article 1382, devenu 1240, du code civil que le tiers à un contrat peut invoquer, sur le fondement de la responsabilité délictuelle, un manque contractuel dès lors que ce manquement lui a causé un dommage. Une telle action, exercée contre un assureur par un tiers à un contrat d'assurance sur la vie, en fût-il le bénéficiaire, n'est pas soumise à la prescription de l'article L. 114-1 du code des assurances mais à la prescription quinquennale. (**Cass. Civ.2 18 septembre 2025 n°24-10.511**)

DROIT DES ASSURANCES - REGLEMENTATION

- **Vérifiez vos agréments en Polynésie française.** La loi du pays n° 2024-10 du 2 juillet 2024 (JOPF du 02/07/2024) modifie les livres III et V du code des assurances. Elle met en place un cadre réglementaire permettant un contrôle de l'activité d'assurance et de la solvabilité des entreprises dans un souci de protection des assurés (conditions d'agrément et de contrôle des entreprises d'assurance ; règles de constitution et de fonctionnement des entreprises d'assurance). Cette loi du pays instaure notamment un nouveau régime d'agrément pour les entreprises d'assurance et une procédure d'immatriculation pour les intermédiaires d'assurance, avec une **entrée en vigueur au 31 décembre 2025**. L'ACPR apporte une assistance technique au gouvernement de la Polynésie française en matière d'agréments.

COMPLIANCE - JURISPRUDENCE

- **Protection des données.** Obligation du responsable du traitement, telle que définie à l'article 4, point 7, du règlement (UE) 2016/679 (« RGPD »), de fournir des informations à la personne concernée lorsque des données à caractère personnel sont collectées au moyen d'une caméra corporelle portée par les contrôleurs dans les transports publics. Cette obligation est le corollaire du droit à l'information conféré à ces personnes concernées par les articles 12 à 14 du RGPD. (**Judgment – 18 December 2025 – Storstockholms Lokaltrafik Case C-422/24**)
- **Terrorisme.** Définition unitaire de la victime : *"est victime d'un acte de terrorisme, d'une part, la personne qui a été directement exposée à un péril objectif de mort ou d'atteinte corporelle, d'autre part, celle qui, s'étant trouvée à proximité du lieu des faits et ayant conscience, au moment où ceux-ci étaient en train de se commettre, d'être confrontée à une action ayant pour objet de tuer indistinctement un grand nombre de personnes, a pu légitimement se croire exposée à ce péril."* (**Cass. Ass. plénière 28 Novembre 2025 n° 24-12. 555**)

- **Contrôlez vos sous-traitants ! Sanction CNIL à portée extra territoriale.** Sanction de la société **MOBIUS SOLUTIONS LTD** à une amende de 1 million d'euros pour violation des articles 28.3, 29 et 30 du RGPD (suppression des données personnelles, respect des instructions du responsable de traitement, registre de traitements). Rendue publique par la formation restreinte, cette décision fait suite à plusieurs contrôles sur pièces réalisés après notification d'une violation de données personnelles par DEEZER. La société **MOBIUS SOLUTIONS LTD** est établie en Israël, la CNIL se déclare compétente conformément à l'article 3 du RGPD, en raison des traitements de données personnelles effectués par le sous-traitant, lesquels consistent en l'analyse, la segmentation et l'hébergement des données d'utilisateurs européens de la société DEEZER, ainsi qualifiés de suivi du comportement des personnes. (**19 décembre 2025 CNIL**)

COMPLIANCE - REGLEMENTATION

- Proposition de loi n° 2208 déposée le mardi 9 décembre 2025 visant à donner un cadre législatif aux **enquêtes internes** et une définition légale de l'enquête interne.
- **Anti corruption.** Élaboration du deuxième plan pluriannuel de lutte contre la corruption de l'AFA 2025-2029.
MESURE 10 : Sécuriser et contrôler les dispositifs de prévention et de détection des atteintes à la probité dans les ports
MESURE 11 : Sécuriser et contrôler les dispositifs de prévention et de détection des atteintes à la probité dans les aéroports.
MESURE 16 : Mobiliser les outils du contrôle et d'audit internes pour prévenir les situations susceptibles de constituer des atteintes à la probité au sein des administrations et contribuer à leur détection.
- **Lutte anti blanchiment de capitaux – Plan 2025-2030 de la FCA UK.** L'autorité administrative britannique renforce les critères de contrôles LCB-FT pour les secteurs d'activités du chiffre et du droit, les institutions financières et les prestataires de services fiduciaires et administration de structures étrangères. La FCA établit des représentations permanentes aux USA et en Zone Asie Pacifique (Singapour).
- **GAFI LCB-FT.** Mise à jour des recommandations pour renforcer les dispositifs de vigilance et de gestion des risques. (Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération- octobre 2025).
- **LCB-FT et Union Européenne.** Le **règlement délégué publié le 4 décembre 2025** acte l'ajout sur la liste des pays tiers à haut risque de la Bolivie et des Îles Vierges Britanniques, tandis que le Burkina Faso, le Mali, le Mozambique, le Nigéria, l'Afrique du Sud et la Tanzanie sont délistés. Dans le même temps, la Commission a annoncé vouloir ajouter à cette même liste la **Russie** – qui n'est pas listée par le GAFI mais dont la participation au Groupe est suspendue depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022.

- **Anticiper les contrôles ACPR ! Recueil des informations clients.** Entrée en vigueur au 01/01/2026 de la Recommandation ACPR 2024 R 03 du 21 novembre 2024 sur le recueil des informations clients pour l'exercice du devoir de conseil et la fourniture d'un service de recommandation personnalisée en assurance. Il convient de démontrer: la compréhension des besoins du client, la cohérence de la recommandation, la traçabilité du conseil.